L’avocat au barreau du Cameroun et communiquant du RDPC, le parti au pouvoir, estime que si la guerre dans les régions anglophones perdure, c’est aussi à cause de l’attitude complice des populations qui refusent de dénoncer ces gens qui terrorisent, tuent, et violent

Extrait des propos de Me Achu sur Equinoxe soir

« Un Lorsque j'entends les gens déclarer que le gouvernement a choisi l'option militaire pour résoudre la crise, je comprends que ces gens n'ont jamais vécu une vraie guerre, et ceux qui ont vécu l'épisode de la répression des maquisards dans ce pays, savent de quoi je parle.

À cette époque, personne ne parlait de dialogue (c'est l'armée qui agissait), or aujourd'hui, l'armée essaye de distinguer ceux qui portent des armes et les civils.

Ces bandits vivent parmi les populations, mais lorsqu'ils sortent et tuent, ce sont ces mêmes populations qui se plaignent que le gouvernement doit agir... Pourquoi vous ne les dénoncez pas d'abord ? Le jour où les populations voudront que cette crise cesse, ce sera l'affaire d'un jour.

C'est vous qui criez qu'il faut que cette crise cesse, mais c'est vous qui continuez à acheter les

armes, à quoi servent les armes, si vous voulez le retour de la paix ?

C'est pour cela que je dis que nous les anglophones, sommes hypocrites, nous mettons les sécessionnistes au même pied d'égalité avec l'armée ».

Des problématiques clairement définies

Et qui semble plomber la quasi majorité des actions engagées jusqu'à ce jour par le Gouvernement Camerounais ; Il s'agit là, des « évidences » qui suscitent une autre interrogation lorsqu'on évoque cet argumentaire développé par ceux qui se réjouissent chaque fois que les ambazoniens posent un acte barbare : Avec qui le Gouvernement va t –il dialoguer ?

A l'annonce de l'organisation du Grand Dialogue Nationale, une invitation a été personnellement envoyée par Chief Joseph Dion Ngute – Premier ministre, à tous ceux qui voulaient apporter leur pierre à l'édifice de la réconciliation entre Fils et Filles du Cameroun.

Des dispositions ont été prises afin que tous ceux qui avaient pris les armes et qui craignaient d'être interpellés et incarcérés, prennent part à ces assises en toute quiétude et, ils ont été nombreux à se pavaner librement dans les rues de la Capitale politique Camerounaise.

Des délégations ont été envoyées dans les pays abritant ceux qui financent et achètent les armes aux ambazoniens mais, ils ont repoussé cette main tendue. Point besoin de revenir sur les complicités internes, notamment celles des proches et parents des terroristes qui refusent de dénoncer les criminels.

Oui, quelque soit ce que cela peut coûter, il faut les dénoncer

Et, l'on a pu voir que cette option porte des fruits, avec la libération et l'arrestation de ceux qui perpétuent les actes atroces. Le dire, ne signifie pas qu'on veuille exclure la responsabilité du Gouvernement ; Cependant, il est plus que jamais question de faciliter la tâche aux Soldats Camerounais qui ont l'obligation de séparer le bon grain de l'ivraie partout où ils sont appelés à intervenir.